



Reuters

ALERTE

SOLIDARITÉ AVEC EDWARD SNOWDEN

A l'occasion de la sortie de son livre, intitulé *Mémoires vives* (Seuil), Edward Snowden a demandé l'asile politique à Emmanuel Macron. Vu le combat engagé par le lanceur d'alerte et l'image de la France dans le monde, la requête est légitime. Il y aurait quelque logique à ce que la patrie des droits de l'homme accueille sur son territoire un Robin des bois ayant osé s'attaquer au Big Brother américain de l'espionnage. Encore faut-il oser déplaire à Donald Trump. En d'autres temps, le défi aurait pu être relevé. Aujourd'hui, c'est moins sûr.

Certes, la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a donné son accord de principe à la demande d'Edward Snowden, imitée par l'eurodéputée LREM Nathalie Loiseau. Mais cette dernière s'est empressée de renvoyer le bébé à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), comme si le président de la République avait les mains ligotées par des règles administratives. Ce n'est pas le genre du personnage.

Jusqu'ici, la France s'est toujours montrée frileuse vis-à-vis des lanceurs d'alerte. On chante leurs louanges, on salue leur courage, mais, au moment de passer à l'acte, on tourne la tête. En 2013, sous le règne de François Hollande, le Premier ministre Manuel Valls avait refusé une première demande d'asile formulée par Edward Snowden, déjà réfugié à Moscou. François Hollande était même allé jusqu'à refuser à l'avion du président bolivien d'alors, Evo Morales, de survoler l'espace aérien français au prétexte que l'ancien employé de la NSA aurait pu être à son bord.

La France avait finalement dû présenter ses excuses. Depuis, elle n'a jamais manifesté le moindre signe de solidarité avec Edward Snowden ou avec Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, emprisonné à Londres et menacé lui aussi d'extradition vers les Etats-Unis. Cette situation ubuesque avait conduit Snowden à déclarer, de Moscou : « *Le plus triste de toute cette histoire, c'est que le seul endroit où un lanceur d'alerte américain a la possibilité de parler, ce n'est pas en Europe, mais ici* », en Russie, donc, là d'où partaient naguère les dissidents.

Victor Hugo, qui savait ce qu'était l'exil, a dit : « *La grande chose de la démocratie, c'est la solidarité.* » Parfois, la solidarité se noie dans l'océan atlantiste. ■ JACK DION

ELLE A OSÉ LE DIRE

“Je veux faire du kung-fu.”

BRUNE POIRSON, secrétaire d'Etat à la Transition écologique et solidaire, *le Parisien*, 13 septembre 2019.

IMMIGRATION

SOUVENT “LE MONDE” VARIE

Le Monde a publié un sondage relatif aux « fractures françaises », réalisé en coopération avec l'Ipsos. A propos de l'immigration, les personnes consultées ont dû choisir entre ces deux affirmations : « *Aujourd'hui, on ne se sent plus chez soi comme avant* » (64 %) ou « *On se sent autant chez soi aujourd'hui qu'avant* » (36 %). La problématique est osée. Il y a quelques années, cette simple formulation aurait mis le Monde en ébullition, tant elle reprend au mot près une approche fleurant bon le « grand remplacement » cher à l'extrême droite, à Eric Zemmour et à quelques autres. Désormais, la voilà validée par le quotidien de référence des élites. Dans le long article qui accompagne le sondage (d'ailleurs fort intéressant), il n'y a aucun commentaire sur le sujet. En revanche, on y apprend que « *les Français restent bien français* », révélation sans doute destinée à rassurer ceux qui craignaient qu'ils ne devinssent suisses, américains ou guatémaltèques. Mais rien sur les sous-entendus d'un propos qui vaut d'ordinaire admonestation morale. Reste à savoir si la question posée a vocation à traiter de xénophobes, de racistes et de fascistes vendus au RN tous ceux qui ont répondu par la positive, ou si le Monde s'apprête à abandonner ses œillères sur un sujet – l'immigration – qui mérite d'être abordé sans caricature ni diabolisation, mais avec le sens des responsabilités. ■ FRANÇOIS DARRAS

FESTIVAL D'ÉTÉ

Sarko circus

Nicolas Sarkozy a profité d'un hommage au discours de feu le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas sur « *la nouvelle société* », en date du 16 septembre 1969, pour se rappeler au bon souvenir de quelques-uns. A l'en croire, le propos de Chaban était « *disruptif* » (déjà), ce qui permet de rendre indirectement hommage à Emmanuel Macron et à tous ceux qui savent prendre la mesure d'une fonction présidentielle qui ne peut être « *normale* » (cadeau pour Hollande). Et l'ex de poursuivre : « *Moi, je crois au principe de la verticalité, car le pouvoir s'exerce debout, pas couché* » (surtout devant la justice). Revenant ensuite à Chaban, Nicolas Sarkozy a lancé : « *L'histoire a besoin d'historiens, de peintres, de romanciers, de cinéastes, d'hommes d'Etat.* » Avec Sarko, elle a un excellent comédien. ■ THOMAS VALLIÈRES